

réf : A 2021 00104 / VD PC

PROCURATION POUR VENDRE : Monsieur Jean-Marie HUTTEL

LE SOUSSIGNE :

Monsieur Jean-Marie Paul Joseph HUTTEL, Retraité, demeurant à MONTPELLIER (34000), 150 rue del Boun Souléou.

Né à MONTPELLIER (34000), le 04 avril 1942.

Epoux de Madame CAPPONI GENEVIÈVE.

Monsieur et Madame HUTTEL mariés à la Mairie de MONTPELLIER (34000), le 17 octobre 1964, sous le régime légal de la communauté de biens meubles et acquêts, à défaut de contrat de mariage préalable à leur union, lequel régime n'a subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire.

Ci-après dénommée "LE CONSTITUANT" ;

Lequel constituant, par ces présentes, constitue pour mandataire spécial aux effets ci-dessous, tout clerc ou collaborateur de l'étude de Maître Philippe CADILHAC, notaire à CASTELNAU MAGNOAC (65230),

A qui ledit "CONSTITUANT" donne pouvoir de, pour lui et en son nom,

VENDRE AVEC TOUT INDIVISAIRE la pleine propriété à :

Monsieur Jeffery Keith EVANS, Retraité, demeurant à CASTELNAU MAGNOAC (65230), 21 rue des Quatres Vallées.

Né à SOLIHULL (ROYAUME-UNI), le 29 décembre 1942.

Epoux de Madame Ann MARLOW.

De nationalité britannique..

LE BIEN CI-APRES DESIGNE :

Une maison individuelle à rénover situé(e) à CASTELNAU MAGNOAC (65230), figurant au cadastre de ladite commune sous les relations suivantes :

| Préfixe | Section | N° | Adresse ou lieudit | Contenance |
|-------------------|---------|------|----------------------|------------|
| | AB | 0314 | 12 RUE DE VILLENEUVE | 01 a 65 ca |
| Contenance totale | | | | 01 a 65 ca |

Effet relatif - Acquisition aux termes d'un acte reçu par Maître Pierre DHERS, notaire à CASTELNAU MAGNOAC (65230) 2 rue du Corps Franc Pommiès, le 28 mai 2011, publié au service de la publicité foncière de TARBES 1er bureau.



MOYENNANT LE PRIX A PERCEVOIR AVEC TOUT INDIVISAIRE
s'élevant à la somme de SOIXANTE MILLE EUROS (60.000,00 €), payable
comptant à la signature de l'acte de vente à recevoir par Maître Philippe
CADILHAC, notaire à CASTELNAU MAGNOAC,

PAYER LA COMMISSION D'AGENCE à charge du vendeur s'élevant à
la somme de SIX MILLE EUROS, à l'agence ABAFIM ayant son siège à TARBES
(65000),

En conséquence, faire opérer toutes les formalités nécessaires à la purge des
droits de préemption auxquels est soumise la mutation desdits immeubles ; procéder
à cet effet à toutes notifications, signer tous imprimés et pièces quelconques ;

Etablir la désignation complète et l'origine de propriété de l'immeuble ou des
biens et droits immobiliers ;

Faire toutes déclarations concernant l'occupation et les locations, stipuler
toutes servitudes, dresser tous cahiers des charges ;

Obliger le constituant à toutes garanties et à la production de toutes
justifications, mainlevées et certificats de radiation ;

Fixer l'époque de l'entrée en jouissance, convenir du mode et des époques de
paiement du prix, stipuler tous intérêts ;

Recevoir le prix en principal et intérêts, consentir toutes prorogations de
délai, faire toutes délégations et indications de paiement aux créanciers inscrits sur
l'immeuble, consentir toutes subrogations ;

Signer toute déclaration de plus-values, et le cas échéant, autoriser le
prélèvement du montant de l'impôt correspondant sur le prix de vente, étant ici
précisé que le vendeur demeurera personnellement responsable de l'impôt, et
notamment des suppléments de droits et pénalités qui pourraient être réclamés à la
suite d'un contrôle.

Céder et transporter, avec ou sans garantie, tout ou partie du prix de vente,
toucher les prix des transports ;

Accepter des acquéreurs ou de tous autres, toutes garanties mobilières et
immobilières qui pourraient être données pour assurer le paiement du prix de vente,
ainsi que le transport de toutes indemnités d'assurances ;

Régler et arrêter tous comptes et prorata de charges, en payer ou recevoir le
montant ;

Faire toutes déclarations d'état civil et autres ;

Déclarer que l'immeuble à vendre n'est grevé d'aucun privilège, ni d'aucune
hypothèque qu'elle soit conventionnelle, judiciaire ou légale ;

Faire toutes affirmations prescrites par la loi, relativement à la sincérité du
prix de vente ;

A défaut de paiement et en cas de difficultés quelconques, exercer toutes les
poursuites, contraintes et diligences nécessaires, depuis les préliminaires de la
conciliation jusqu'à l'obtention et l'entière exécution de tous jugements et arrêts,
produire à tous ordres et distributions, toucher le montant de toutes collocations,
former toutes demandes en résolution de la vente, et accepter toutes rétrocessions ou
résolutions volontaires ;

De toutes sommes reçues ou payées, donner ou retirer quittances, consentir
mentions et subrogations, totales ou partielles, avec ou sans garantie, consentir toutes



restrictions de privilège et toutes antériorités au profit de tous créanciers et cessionnaires ; stipuler toutes concurrences, faire mainlevée avec désistement de tous droits de privilège, hypothèque, action résolutoire et autres, et consentir à la radiation de toutes inscriptions de privilège ou autres, le tout avec ou sans constatation de paiement, remettre ou se faire remettre tous titres et pièces, en donner ou retirer décharge.

Déclarer en outre, que ledit constituant n'a pas été et n'est pas susceptible d'être l'objet de poursuites pour profits illicites pouvant entraîner confiscation de ses biens, et qu'il n'est pas et n'a jamais été en état de faillite, de liquidation des biens, ou de règlement judiciaire, ni de cessation de paiements ;

Le cas échéant, faire toute déclaration au sujet du pacte civil de solidarité ;

Accepter le délai de rétractation ou de réflexion mentionné à l'article L.271-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

Donner un nouveau congé pour vendre au cas où le prix stipulé dans l'avant contrat serait différent de celui mentionné dans le congé initial ;

Faire toute déclaration sur le délai de réflexion ou de rétractation entrant dans le champ d'application de l'article L.271-1 du Code de la construction et de l'habitation ainsi que sur le versement à effectuer au titre du dépôt de garantie ou autre ;

Déclarer conformément aux dispositions de l'article L.125-5 du Code de l'environnement que l'immeuble est situé ou non dans une zone couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles.

Donner tous pouvoirs à l'effet de signer l'état des risques et pollutions signé par le vendeur et l'acquéreur et annexé à l'acte de vente.

Déclarer conformément aux dispositions de l'article L.125-5 IV du Code de l'environnement, qu'à sa connaissance, l'immeuble n'a subi aucun sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité d'assurance garantissant les risques de catastrophes naturelles ou technologiques en application des articles L.125-2 ou L.128-2 du Code des assurances.

Faire toutes déclarations en application des articles L.125-2, R.125-10 et R.125-11 du Code de l'Environnement, relatives au document communal de synthèse ou un document d'information communal sur les risques majeurs (DCS/DICRIM) validé par le maire ;

Faire toute déclaration sur la présence ou l'absence de termites ou autres insectes xylophages ;

Faire dresser tous états parasitaires ; convenir de la prise en charge des travaux, mandater toute entreprise répondant aux spécifications légales à l'effet d'effectuer tous travaux ; convenir de tous séquestre.

Faire toute déclaration sur le diagnostic de performance énergétique et état de l'installation intérieur de gaz conformément aux dispositions du décret du 14 septembre 2006.

Faire toute déclaration sur le descriptif d'un terrain et spécialement dans le cadre des dispositions de l'article L.115-4 du Code de l'urbanisme déclarer que ce descriptif résulte ou non d'un bornage, mandater tout professionnel à l'effet d'effectuer un tel bornage, régler le coût de ses prestations ;



Etablir toute déclaration sur l'évacuation des eaux et le raccordement aux services communaux, les contrôles effectués, les difficultés d'utilisation, les travaux nécessaires, établir toute convention à ce sujet ;

Faire toute déclaration sur la présence ou l'absence d'amiante, prendre connaissance de tout état mentionnant la présence ou, le cas échéant, l'absence d'amiante, convenir qu'en l'absence d'un tel état toute clause d'exonération de garantie ne saurait être stipulée. En présence d'un tel état, établir toute convention relative à la prise en charge des travaux nécessaires, faire appel à tout contrôleur technique ou à tout technicien conformément aux dispositions des articles L.1334-13 et R.1334-14 et suivants du Code de la santé publique, mandater toute entreprise répondant aux spécifications légales à l'effet d'effectuer tous travaux, convenir de tout séquestre ;

Faire toute déclaration sur les risques d'accessibilité au plomb dans le cadre des dispositions des articles L.1334-1 à L.1334-6 et des articles R.1334-1 à R.1334-13 du Code de la santé publique, faire procéder à tout signalement, à tout diagnostic et à tout contrôle, faire établir tout état, faire procéder à tous travaux par des organismes répondant aux spécifications légales. Etablir toute note d'information, informer tout occupant. Etablir toute convention à ce sujet, convenir de tout séquestre ;

Faire toute déclaration sur le diagnostic technique de l'immeuble, son carnet d'entretien et le dossier d'intervention ultérieur sur l'ouvrage.

Faire toute déclaration sur le diagnostic de l'état de l'installation intérieure d'électricité conformément aux dispositions de l'article L.134-7 du Code de la construction et de l'habitation et de ses textes d'application ;

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes, pièces et procès-verbaux, élire domicile, substituer, et généralement faire le nécessaire.

OBSERVATION FAITE que la signature des actes et pièces nécessaires à la réalisation de l'opération objet des présentes vaudra décharge du mandataire pour tous les termes de son mandat.

Par ailleurs, le mandant consent expressément, en conformité avec le 2ème alinéa de l'article 1161 du Code civil, à ce que le mandataire puisse être lui-même partie à tout acte, diligences et formalités nécessaires à la formation et à l'exécution des présentes, ou représenter toute autre partie au contrat, dès lors qu'il n'y a pas conflit d'intérêt entre elles.

Fait à : Montpellier

Le : 29 mars 2021

IMPORTANT : NE PAS OMETTRE

- de dater
- de parapher chaque page
- de faire précéder chaque signature de la mention manuscrite : "BON POUR POUVOIR"
- de faire certifier votre signature (en mairie ou auprès d'un notaire)

Légalisation limitée à l'Authentification de la Signature

Vu pour légalisation de signature M. HUTTEL, Jean-Marie Paul, Joseph.

Montpellier, le ... 29 MARS 2021

Pour Monsieur le Maire et par délégation

L'Agent Délégué,



AÏ LAHRAOÛEN LATIFA